

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE VAL TERBI DU 25 JUIN 2015 / N° 16

Président : M. Carlos Peña Reyes, président du Conseil général

Secrétaire : Mme Sophie Lachat, secrétaire du Conseil général

Lieu : Centre communal de Vicques – 1^{er} étage

Monsieur **Carlos Peña Reyes**, Président, souhaite la bienvenue aux Conseillers communaux, aux Conseillers généraux plus particulièrement à Monsieur **Michel Gury**, successeur de Monsieur Cédric Eschmann. Il salue Monsieur Bernard Studer qui présentera le point 5, ainsi que les représentants de la presse et à de la radio. Il n'y a pas de public.

La séance de ce soir a été convoquée :

- par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura n° 21 du 17 juin 2015
- par convocation à domicile
- par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal du Conseil général du 12 mai 2015
3. Communications
4. Questions orales
5. Présentation, discussion du Plan directeur régional de l'agglomération de Delémont
6. Ratification des dépassements budgétaires et approbation des comptes de l'exercice 2014 de la Commune mixte de Val Terbi et des Bourgeoisies de Montsevelier, Vermes et Vicques
7. Fusion des SIS (service de défense contre l'incendie et de secours) du Val Terbi
 - a. Présentation, discussion et adoption du règlement intercommunal concernant le Service régional de défense contre l'incendie et de secours du Val Terbi (SIS)
 - b. Discussion et approbation du crédit de Fr. 595'000.- sous déduction des subventions, destiné à l'acquisition de véhicules pour le SIS Val Terbi, sous réserve de l'approbation du crédit et du règlement par l'ensemble des communes; donner compétence au SIS pour se procurer les fonds nécessaires
8. Nomination d'un membre à la Commission d'école du Haut Val Terbi

Monsieur **Carlos Peña Reyes** demande s'il y a des propositions de modification à cet ordre du jour.

Comme il y n'a pas d'observation, l'ordre du jour est accepté tel que formulé.

1. Appel

La parole est donnée à la secrétaire du Conseil général, Madame **Sophie Lachat**, qui procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux.

Présents : Madeleine Brêchet, Luc Chalverat, Jean-Luc Charmillot, Martin Clerc, Elisabeth Dennert, Laurent Der Stepanian, Xavier Dobler, Michel Gury, Daniel Joray, Romain Lambert, Philippe Limacher, Dorothée Lovis, Carlos Peña Reyes, Mme Dominique Rudolf, Alain Ryser, Pierre-Henri Scherer, Manuel Schindelholz.

Excusés : Jean-Paul Bindy, Régis Chételat, Vincent Eschmann, Pascal Lachat, Pierre Lovis et René Ruffieux.

Non-excuse : -

17 sur 23 conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur le maire est présent ainsi que 5 conseillers communaux. Mme Madame **Sylviane Faivre**, conseillère communale, nous rejoindra un peu plus tard. Elle s'est rendue à l'assemblée de la Commune de Corban afin de présenter le projet de la fusion des SIS.

2. Procès-verbal du Conseil général du 12 mai 2015

Le procès-verbal a été envoyé à chacun et chacune. **Monsieur le Président** propose de ne pas en faire la lecture. Il n'y a pas d'avis contraire.

Monsieur le Président demande s'il y a des remarques, modifications à apporter.

Comme il n'y a pas de remarque, Monsieur **Carlos Peña Reyes**, président, déclare ainsi le procès-verbal accepté tacitement avec remerciements à son auteure.

3. Communications

CONSEIL COMMUNAL

Précisions sur le moratoire sur les allocations de naissance

M. Michel Brahier, maire

Dans son message au Conseil général en vue de la séance plénière du 09 décembre 2014, le Conseil communal décrivait les travaux successifs entrepris pour élaborer le budget 2015. L'objectif poursuivi consistait à réduire le déficit chronique en vue d'être capable de répondre aux besoins en investissements, dont notamment la construction de la halle de Montsevelier. Dans ce message, il était explicitement décrit que le moratoire de deux ans sur les allocations de naissance permettait une économie de CHF 20'000.-. En outre, il était également spécifié que les instances cantonales validaient ce principe.

C'est dans cet esprit que le Conseil communal vous a présenté ce point lors de cette séance au cours de laquelle vous avez formellement accepté de suspendre pendant deux ans le paiement des allocations de naissance.

Au cours des dernières semaines, à la suite de bruissements insistants faisant état de la validité même de ce genre de procédé, le Conseil communal s'est appuyé sur le Service juridique cantonal et s'est aperçu, à son grand étonnement, que la définition même d'un moratoire comportant un volet pécuniaire se définissait différemment d'un moratoire standard. En d'autres termes, il faut savoir que la prestation en question est gelée pendant la période donnée pour ensuite être octroyée avec effet rétroactif. Au final, nous constatons que la mesure décidée ne sert qu'à embellir les comptes provisoirement sans contribuer à les maîtriser durablement.

Pour le surplus, le Conseil communal entend préciser ce qui suit :

1. Ce moratoire est parfaitement valable juridiquement du moment qu'il a été approuvé par le Conseil général.
2. Il n'y a aucune raison de provisionner un montant spécifique pour ce moratoire, du moment que le rétroactif sera supporté dans l'exercice qui suit cette décision de suspension.

3. Dans notre commune, nous pratiquons la proactivité de sorte que l'Administration communale n'attend pas que l'allocation soit revendiquée, un courrier est envoyé à tous les ayants droit.

Crèche et unité d'accueil pour petits écoliers (UAPE)

M. Michel Brahier, maire

Depuis le mois d'août 2014, l'institution Croqu'Lune à Vicques est autorisée à accueillir au maximum 39 enfants simultanément, âgés entre 2 mois et 12 ans, répartis comme suit :

- 18 enfants âgés de 2 mois à 4 ans à la crèche ;
- et 21 enfants âgés de 4 à 12 ans à l'UAPE.

L'institution est placée sous la surveillance du canton et de la commune.

La crèche-garderie a le grand désavantage de fonctionner sur deux sites :

- L'espace UAPE occupant un appartement dans l'immeuble sis à la Rte Principale 12, et
- la crèche accueillant les plus petits dans une ancienne maison familiale sise Rte de Courroux 5

Cette maison familiale est située loin du centre du village, de surcroît, elle est mal adaptée pour un tel usage. En outre, le bâtiment ne répond plus aux normes élémentaires de sécurité, notamment en matière de protection incendie du fait que la cage d'escalier ne forme pas un compartiment coupe-feu séparé des autres locaux.

De nouvelles modalités de financement des structures d'accueil de la petite enfance par l'Etat sont en cours d'élaboration avec, en principe, une mise en application dès 2016. En résumé, l'objectif recherché consiste à clarifier les responsabilités entre les crèches et les communes, à formaliser les modalités d'interaction en demandant aux crèches de maximiser les taux de fréquentation afin de répondre aux perspectives futures.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communal a reçu une délégation du comité de la crèche en date du 19 mai pour dresser un état de situation. De cet entretien, il en est clairement ressorti que la construction d'un bâtiment approprié devait être envisagée. Pour répondre à toutes ces questions, il a été décidé de constituer un groupe de travail regroupant des représentants de la crèche, soit Elisabeth Dennert, Claude Saucy et Julien Hostettler, et de la commune par Françoise Chételat accompagnée de Messieurs Philippe Bilat et Manuel Schindelholz.

Comité intercommunal de Corban et Val Terbi

M. Marcel Chételat, conseiller communal

"Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la déclaration d'ouverture faite lors de la séance du Conseil général du 26 mars 2013 a permis la constitution du comité de fusion Corban / Val Terbi suite à la réponse positive émanant des autorités communales de Corban.

Les différentes séances de comité ont permis la création d'une convention de fusion qui a été présentée aux 2 Conseils communaux respectifs et à la population concernée lors des 2 séances d'information de mars dernier. Il est à relever le peu de monde ayant répondu à l'invitation du comité de fusion. Une première synthèse nous démontre que rien de fondamental n'est ressorti des discussions et que la population ne semble pas trop s'intéresser à ce processus en cours. Le comité s'activera à passer en revue encore une fois la convention afin de la présenter lors d'une unique séance à la population en automne prochain. Le dossier sera ensuite remis au Gouvernement jurassien pour approbation. Une votation par les urnes se déroulera en première partie d'année 2016 et la convention devra être approuvée par les 2 communes concernées à savoir : Corban et Montsevelier, Vicques et Vermes pour Val Terbi. En cas de vote positif, les élections se feraient en 2017 dans le processus normal des élections des exécutifs et législatifs du Canton du Jura avec entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Nous pouvons encore vous signaler que le comité de fusion reste en contact informel avec le Conseil communal de Courroux car ce dernier s'était approché de notre comité afin d'échanger un peu sur le sujet. Comme vous l'avez certainement lu dans la presse, Courroux a lancé un sondage auprès de sa population afin de connaître où se situe ses affinités à savoir : rejoindre le comité de fusion de la région delémontaine, rejoindre Val Terbi par un nouveau processus de fusion ou garder le statu quo. Nous vous signalons toutefois que notre

comité de fusion n'entreprendra rien avec Courroux car le seul mandat que nous ayons est de préparer et nous l'espérons réussir la fusion entre Corban et Val Terbi. Toute demande de Courroux devrait d'abord passer entre les mains des autorités communales et la création d'un nouveau comité de fusion. Je vous remercie de votre attention".

Halle de gymnastique à Montsevelier

M. Marcel Chételat, conseiller communal

"Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la décision prise par l'assemblée communale de Montsevelier en automne 2012 de se doter d'une nouvelle halle de gymnastique pourra enfin se concrétiser. Pour rappel, la mise en route de la nouvelle commune fusionnée le 1^{er} janvier 2013, n'a pas été de tout repos pour l'administration et les personnes constituant l'exécutif et le législatif de la nouvelle commune.

La sévérité des services cantonaux en matière d'octroi de permis de construire pour les communes concernant l'aspect financier avait fortement freiné le dossier et obligé le Conseil communal à être prudent, car la fusion de 3 communes sans capacité financière extraordinaire (pour ne pas utiliser le mot « pauvre ») ne nous permettait de toute façon pas de reprendre ce dossier en priorité. De plus, la commune devait pouvoir présenter un plan financier sur les 5 années à venir et devait être viable. Par conséquent, nous devions tout d'abord boucler le premier exercice de l'année 2013 et établir le budget 2014 pour établir une première situation financière de la nouvelle commune qui ne s'est pas montrée très réjouissante. Toutefois le Conseil communal restait très sensible au besoin réel de la population et de la nécessité de construire ce nouveau bâtiment.

Le plan financier présenté au printemps dernier a reçu un écho favorable de la part des services cantonaux qui devraient nous octroyer l'autorisation nécessaire dans les prochaines semaines car la décision finale de subvention passe par le gouvernement. Nous avons reçu l'autorisation de finaliser le dossier au niveau technique et de procéder aux différentes demandes d'offres aux corps de métier qui seront impliqués dans cette construction. Bien entendu, il nous faudra la réponse officielle du Gouvernement avant de débiter tous travaux effectifs sur le terrain, mais cette dernière ne devrait pas tarder. Par conséquent, nous serons à même de débiter les travaux au printemps 2016 comme déjà annoncé dernièrement. Je vous remercie de votre attention".

CONSEIL GÉNÉRAL

Montsevelier - Fête du village

Monsieur le Président a été invité à la soirée du 22 juin à Montsevelier mais celui-ci a eu un empêchement dû à un incendie dans la "tour de contrôle" de la gare à Lausanne.

Montsevelier - Valterbimania : BMC RACING CLUB le 12 juillet

Monsieur le Président est invité à cette journée sportive. Ne pouvant se libérer, Madame Elisabeth Dennert représentera le Conseil général.

Rencontre 2015 des membres des bureaux des Conseils de ville et des Conseillers généraux

La prochaine rencontre aura lieu le samedi 26 septembre. La commune municipale de la Neuveville se fera un honneur d'être notre hôte.

Déclaration de solidarité

Réuni le 8 juin dernier, le Bureau du Conseil général a pris acte des événements qui se sont produits dans les locaux de l'Administration communale le 27 mai 2015, à savoir la séquestration de deux membres de l'exécutif communal par un citoyen mécontent, le recours à la Police cantonale et le dépôt de plainte qui s'en est suivi. Nous tenons à exprimer ici notre soutien et notre solidarité à M. le Maire Michel Brahier et à M. le Conseiller communal Yvan Burri dans les moments difficiles qu'ils ont vécus.

Les membres du bureau souhaitent qu'on ne banalise pas cet incident, mais également qu'on ne le dramatise pas. A cet effet, nous encourageons nos collègues des autorités communales, membres des conseils et des commissions à anticiper de telles situations, si tant est que ce soit possible, et à se faire aider ou accompagner lors de réunions dont on peut penser qu'elles présentent des risques potentiels.

Des toilettes dans les loges des artistes

M. Martin Clerc, conseiller général

Lors des spectacles, les artistes doivent utiliser les toilettes publiques car il n'y a pas de WC dans les loges. La salle étant de plus en plus utilisée pour des grands spectacles, avec des stars, il serait correct de fournir des loges avec toilettes.

En effet, même si les remarques ne viennent pas des artistes eux-mêmes, mais de leur production, il est délicat de croiser une vedette à l'urinoir. De même lorsque les artistes sont costumés, ils ne souhaitent plus croiser de public avant la représentation.

Ma proposition est de prendre un mètre dans le fond du local du concierge en fermant avec une cloison et d'ouvrir une porte donnant dans les vestiaires. Ainsi les toilettes n'ouvrent pas directement dans la loge, mais dans l'espace vers les douches. Toute l'infrastructure est là, l'eau et l'évacuation. Ce n'est pas une grosse affaire.

Les travaux préparatoires peuvent être faits avec le concierge et moi-même afin de diminuer les coûts. Le financement des installations peut être pris en charge par la commune, et/ou négocié avec ViCulturelle avec les entreprises comme sponsoring.

Est-ce qu'une entrée en matière dans ce sens est envisageable ?

Jean-Michel Queloz, programmateur de JVO spectacle, en serait très reconnaissant au vu des nombreuses locations qu'il effectue chez nous, et des artistes prestigieux qu'il amène à Vicques. Il en va aussi des autres organisateurs bien sûr.

Réponse du Conseil communal

Le Conseil communal prend acte de cette demande. Au fil des années, ViCulturelle prend de l'ampleur et les besoins évoluent. Des éléments nouveaux tels que fusion, UAPE, font que le Conseil communal pense à une nouvelle organisation des locaux du centre communal. Le Conseil communal va s'approcher du canton afin de savoir si une organisation telle que ViCulturelle peut prétendre à une subvention. Monsieur Marcel Chételat, Conseiller communal, propose de réunir le concierge, M. Martin Clerc et d'en discuter afin de trouver une solution à court terme.

Monsieur Martin Clerc est satisfait.

Réduisons les nuisances pour le respect de chacun.

M. Luc Chalverat, Conseiller général

"Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au dernier paragraphe Val Terbi info de juin 2015, il est mentionné :

« Tout travail est interdit le dimanche, les jours de grandes fêtes religieuses ainsi que les jours assimilés au dimanche, soit : 1^{er} janvier, Vendredi Saint, Pâques, Ascension, Pentecôte, Fête-Dieu, Assomption, 1^{er} août, Toussaint et Noël. Fait cependant exception à cette interdiction la récolte des fourrages, des céréales et autres produits de la terre quand ils risqueraient de se gâter ou de perdre de la valeur. »

Mes questions :

1. Qu'en est-il du 1^{er} mai et du 23 juin ?
2. Il y a quelques semaines nous avons vu des agriculteurs faire la charrue voir traiter leurs champs le dimanche alors que Madame météo était clémente depuis plusieurs jours !

Ceci est-il normal ? Qui donne l'autorisation pour ce genre de travaux le dimanche ?

Je remercie le Conseil communal de ses réponses.

Réponse du Conseil communal

Réponse à la question 1:

Au regard de l'alinéa 3, art. 50 de notre règlement communal, ces deux jours ne sont pas assimilés à des jours de grandes fêtes religieuses et il est permis de se livrer à des travaux qui ne causent pas de bruit et qui ne troublent pas les offices religieux et la paix dominicale.

Réponse à la question 2 :

Non, ceci n'est pas normal et c'est pour cette raison qu'un rappel a été fait au travers de notre journal local. Le Conseil communal entend mettre avant tout l'accent sur l'information et la communication. Cependant, tout abus sera sanctionné en vertu de l'art. 61 du règlement de police locale.

Toutefois, des autorisations exceptionnelles peuvent être octroyées par le Conseil communal.

Monsieur Luc Chalverat est satisfait.

Plan directeur de l'Agglo de Delémont, position du Conseil communal

M. Xavier Dobler, conseiller général

"Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le comité de l'agglomération de Delémont a mis en consultation publique son nouveau plan directeur depuis mai 2015.

Ce document qui nous sera présenté tout à l'heure, a été préalablement transmis aux exécutifs des communes membres.

Le Conseil communal a déjà pris connaissance de ce document et le cas échéant peut-il nous donner la position qu'il a adopté pour ce texte ?".

Réponse du Conseil communal

Ce plan directeur régional a été présenté en premier lieu à l'Assemblée d'agglomération en date du 28 mai dernier.

Au cours de ce mois, ce document est présenté aux assemblées communales, respectivement à notre Conseil général.

Puis, dans le courant de l'automne, il sera transmis aux instances cantonales pour l'examen préalable avant la mise au net.

Ce ne sera vraisemblablement qu'au printemps 2016 que l'Assemblée de l'Agglo sera appelée à approuver ce plan directeur régional, ceci après la validation par les exécutifs communaux concernés.

Monsieur Xavier Dobler est partiellement satisfait.

Monsieur le Président informe que **Monsieur Der Stepanian Laurent** du groupe PCSI + Ouverture a déposé une question écrite intitulée "Validité du moratoire du 9 décembre 2014" sur le versement des allocations de naissance". Vu la communication du Conseil communal en la matière, **Monsieur le Président** demande si le groupe maintient sa question écrite.

Ne pouvant se prononcer seul, Monsieur **Laurent Der Stepanian** demande une suspension de séance. Cinq minutes sont accordées.

Monsieur **Jean-Luc Charmillot** fait remarquer au bureau du Conseil général qu'une suspension de séance doit être votée par le Conseil général.

Par souci de transparence envers ses collègues et le Conseil général, le groupe PCSI + ouverture maintient sa question écrite.

Contenu de la question écrite :

"Lors de la séance du 9 décembre 2014, le Conseil général a décidé, au point 6 "Budget 2015", d'appliquer un moratoire sur le versement des allocations de naissance avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Or, selon nos renseignements, un budget ne peut avoir force de loi et un moratoire, quelle que soit sa nature, doit s'appuyer sur une base légale pour être valable. En l'espèce, toujours selon nos renseignements, le Conseil général aurait dû voter une modification du règlement concerné supprimant les allocations familiales et autorisant notre législatif à adopter un moratoire.

En effet, dans sa forme actuelle, le règlement d'attribution des allocations de naissance adopté le 26 novembre 2013 par le Conseil général et ratifié le 15 janvier 2014 par le service des communes ne prévoit pas la possibilité de suspendre le versement des allocations de naissance.

Interpellé à ce sujet, le Service des communes nous a répondu qu'un moratoire servait à éviter une modification de textes législatifs et qu'en sa qualité d'autorité ayant adopté le règlement concerné, le Conseil général était compétant pour se prononcer sur cette question. Cette interprétation ne semble pas correcte d'un point de vue juridique, selon nos informations.

D'autre part, avisé des discussions en cours avec le Service des communes, Monsieur le Maire a pris contact avec notre groupe et a exprimé son inquiétude quant à la probable incompréhension du moratoire par la population. Ainsi, pour l'exécutif communal, les allocations de naissance ont toujours été dues et le moratoire devait seulement permettre de repousser leurs paiements de deux ans. Cette volonté du Conseil communal contredirait toutefois l'objectif annoncé de réaliser des économies, puisque que cela ne fait que décaler les versements dans le temps. Or c'est précisément dans une optique d'économies que cette proposition a été faite au Conseil général en décembre 2014.

Au vu des éléments ci-dessus, le groupe PCSI et ouverture prie le Conseil communal de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

- Le Conseil communal est-il en mesure de nous adresser un avis de droit écrit concernant la validité du moratoire sur le versement des allocations de naissance, voté le 9 décembre 2014 ?
- Qu'elle était véritablement l'intention du Conseil communal en proposant un moratoire sur le versement des allocations de naissance ? S'agissait-il de repousser les versements ou de les supprimer temporairement ?
- Si la nullité du moratoire en question devait être confirmée juridiquement, quand le Conseil communal versera-t-il les allocations de naissance dues pour 2015 et quand proposera-t-il à notre autorité une modification du règlement idoine ?".

Monsieur le Président informe que cette question sera transmise au Conseil communal qui aura l'obligation de répondre par écrit dans les 2 séances après le dépôt.

5. Présentation, discussion du Plan directeur régional de l'agglomération de Delémont

Monsieur **Marcel Chételat**, conseiller communal, informe que le PDR est un outil transversal qui fournit une vision globale du développement territorial souhaité. Il donne la parole à Monsieur **Bernard Studer**, ingénieur EPF et urbaniste FSU de l'entreprise Rolf Eschmann SA basé à Courrendlin afin de présenter le plan directeur régional de l'agglomération de Delémont.

Monsieur **Bernard Studer** fait l'exposé suivant :
Il y a 11 communes pour 26'575 habitants.

Introduction – Dates clés

2007 : Charte d'agglomération

2007 : Premier projet d'agglomération (PA1)

2009 : Projet retenu par la Confédération : Delémont et sa région est reconnue comme une agglomération

2012 : Syndicat d'agglomération mise en place

2012 : Deuxième projet d'agglomération (PA2)

2015 : Création du bureau technique

Introduction – mesures

2012 : Piste cyclable Vicques – Courroux

2014 : Piste cyclable Courrendlin – Châtillon

2014 : Velostation

Fin 2015 : Gare routière

Prochaines réalisations : Piste cyclable Delémont – Soyhières, réaménagement de la Place Roland-Béguelin et réaménagement et équipement des arrêts de bus.

Mesures dans le Val Terbi : traversée du village de Vicques

Contexte

- Evolution du cadre légal dans le domaine de l'aménagement du territoire
- Niveau communal pas toujours le plus adapté pour traiter de problématiques toujours plus complexes
- Les communes de l'Agglo l'ont bien compris, dès 2007 déjà...
- Charte : cadre général au développement territorial
- PA1 et PA2 : mesures sectorielles dans les domaines des transports et de l'urbanisation
- Absence d'un niveau intermédiaire entre la charte et les PA → Plan directeur régional comble cette lacune

Objectifs

- Fournir une vision globale du développement territorial souhaité
- Donner de la cohérence aux mesures
- Assurer la coordination des planifications sectorielles communales
- Servir de socle pour le PA3 et les révisions futures des PAL
- Assurer la prise en compte des intérêts de l'Agglo dans le cadre de la révision du Plan directeur cantonal → affirmer sa volonté, justifier ses choix
- Ne pas tout traiter dans le plan directeur régional, ne pas se subsister aux planifications locales
Aborder les thématiques nécessitant une approche "supracommunale / régionale"

Enjeux

- Dimensionnement et localisation des zones à bâtir destinées à l'habitat
- Développement coordonné de l'urbanisation et des transports, mobilité durable
- Urbanisation orientée vers l'intérieur, densification, réhabilitation et valorisation des friches
- Préservation des terres agricoles
- Maintien des qualités paysagères et protection des milieux naturels
- Critères de location et objectifs d'aménagement pour équipements d'intérêt régional et cantonal
Zones d'activités, commerces, équipements publics...

Habitat

En scénario optimiste est que la commune est en sous-capacité !

Développement vers l'intérieur – Densification et espaces publics

- Diversification de l'offre en logements
- Contrer la tendance à l'étalement urbain et à la désaffectation des centres anciens → Densification, revitalisation
- Augmentation de l'offre en logements dans des secteurs centraux bien desservis par les transports publics
- Maintien ou renforcement de la vitalité des centralités : commerces, restaurants, accueil des personnes âgées
- Réaménagement des traversées de localités
- Mise en valeur des espaces publics avec des liaisons de mobilité douce

- Projet-pilote cantonal concernant la réhabilitation à prolonger

Zones d'activités

→ Intégration urbaine et paysagère

- Densités minimales
- Prise en compte des caractéristiques du tissu bâti / du paysage environnant
- Accessibilité (mobilité douce, transports publics, plans de mobilité...)
- Qualité d'aménagement des espaces extérieurs
- Qualité architecturale

→ Commerces

- Installations commerciales à forte fréquentation /surface de vente > 1'000m²

Equipements régionaux et cantonaux (ex. salle polyvalente)

- Vocation cantonale : Delémont (tissu urbain ou territoire de confluence)
- Vocation régionale : Centralités principales et secondaire (Val Terbi)
- Dans certains secteurs de développement stratégiques de l'agglomération : équipements qui ont besoin de place et qu'il n'est pas opportun d'intégrer dans le tissu urbain dense.
- Dans la campagne d'agglomération pour les équipements de loisirs et de sports non bâtis (tenir comptes de la desserte des transports publics)
- Point particulier des structures d'accueil pour personnes âgées : des terrains situés en centre de localité et répartis à l'échelle de l'agglomération sont à conserver pour ces équipements.

Mobilité : Diagnostic

→ Mobilité douce : nombreux itinéraires directs, sûrs et de grande qualité paysagère

→ Transports publics : bonne couverture spatiale, fréquentation en hausse (significative depuis 10 ans)

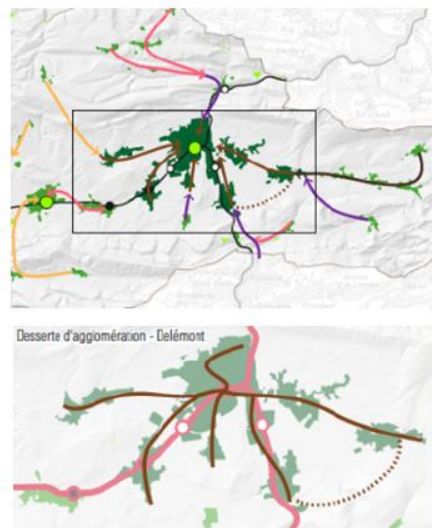
→ Transports individuels motorisés : problèmes de capacité et de fluidité sur certains axes importants

Mobilité : Concept général

- Desserte multimodale de qualité
- Renforcement du recours aux transports publics et à la mobilité douce
- Amélioration de la complémentarité entre moyens de transport
- Diminution de la dépendance à l'automobile (surtout les trajets quotidiens et répétés)
- Combinaison de mesures agissant sur l'offre (infrastructures, horaires) et la demande (promotion, incitation)

Objectifs (extrait) :

- **Noeud ferroviaire de Delémont fort** => Connexion au reste du canton et au réseau national
- **Poursuite de la densification de la couverture spatiale et le développement de la desserte nouvelles haltes : La Communance / Soyhières / ZARD (évent.)**
- **Traversées de localités à réaménager dont Val Terbi-Vicques (cohabitation)**
- **Accessibilité des centres et quartiers périphériques garantie, mais impact à limiter par des mesures de modération**
- **Qualité, continuité et sécurité du réseau d'itinéraires cyclables et piétons**



Conception directrice des TP, RDCJU, version pour consultation du 11 mars 2015

Protection de la nature et du paysage

- Conception d'évolution du paysage (CEP) par le bureau NATURA
- Activités agricoles
Élément fondamental du territoire à maintenir !
- Mise en valeur des cours d'eau
Liens biologiques, paysagers et sociaux
Gestion / revitalisation à appréhender au niveau régional
- La charpente verte = composante prépondérante du paysage de l'agglomération
Patrimoine naturel à protéger et à gérer de manière à maximiser la valeur écologique et paysagère des différents éléments
- Trame naturelle pénétrant l'espace bâti (ville à la campagne)
Prolongement de l'espace rural, à renforcer !

Energie : priorités (chauffage)

Priorité 0 : économie d'énergie

Priorité 1 : réduction de la couverture de **mazout** dans les besoins de chaleur

Priorité 2 : réduction de la couverture du **chauffage électrique** dans les besoins de chaleur

Priorité 3 : **développement des énergies renouvelables**

- a. Développement du solaire thermique (eau chaude sanitaire)
- b. Développement de la géothermie à faible profondeur
- c. Développement du chauffage au bois
- d. Développement de la valorisation de chaleur sur l'air ambiant (aérothermie)
- e. Développement des gisements de chaleur alternatifs
- f. Densification transitoire du réseau de gaz dans les secteurs équipés

Suite de la procédure

- Juin – juillet : présentation dans les communes
- 14 août : délai du retour de la consultation

- Fin septembre : rapport et envoi au Service du développement territorial (SDT)
- Examen préalable / mise au net (hiver 2015-2016)
- Phase d'adoption et d'approbation

Monsieur le Président remercie Monsieur **Bernard Studer** pour sa présentation et ouvre une discussion générale.

Monsieur **Jean-Luc Charmillot** prend la parole en disant qu'il est dommage de ne pas avoir reçu le support par courrier avant la séance. Il est difficile de poser quelques questions. Monsieur **Bernard Studer** répond que le but est d'inviter les personnes impliquées à prendre connaissance du dossier en entier (120 pages) à travers le site de l'agglomération et de faire les remarques ou commentaires. La prise définitive de position revient au Conseil communal.

Madame **Dorothée Lovis** constate que les grandes entreprises doivent s'implanter à Delémont. Pour les communes, il y aura fiscalement un manque à gagner.

M. Studer estime la remarque pertinente. Prévoir un système de revendication d'impôt.

Monsieur **Michel Gury** demande qu'une fois le dossier ficelé, le village de Vicques pourrait obtenir une nouvelle zone à bâtir. Selon l'étude, il est démontré que la commune peut recevoir une zone à bâtir mais nous devons prendre en considération le moratoire sur les zones à bâtir qui stipule que jusqu'à la révision du plan directeur cantonal, au plus tard, au 30.04.2019 plus aucune mise en zone à bâtir n'est possible dans le canton sans une compensation équivalente.

Monsieur **Xavier Dobler** fait part de ses remarques :

"Le plan directeur régional de l'agglomération de Delémont établi et présenté ce soir prêterait les petites localités de l'agglomération au profit de la ville de Delémont et des communes directement voisines.

Si je ne conteste pas qu'il faut un centre fort pour se positionner notamment du point de vue de l'attrait économique, envers les autres régions de Suisse, il y a tout de même des proportions à garder pour ne pas désavantager les communes et localités excentrées de l'agglomération.

Au point 2 de la Charte de l'agglomération il est écrit, je cite :

« Les communes entendent éviter la concurrence néfaste au sein de l'agglomération ».

Hors avec le plan présenté ce soir ce point n'est de mon point de vue pas respecté pour les raisons suivantes :

- Le plan directeur prône la réduction de l'utilisation des transports individuels au profit des transports en commun. Pour atteindre ce but, l'une des pistes indiquée est, je cite :

« Il s'agit d'orienter prioritairement le développement urbain vers l'intérieur et de le concentrer dans les zones bien desservies par les transports publics et les réseaux de mobilité douce, de manière à contenir le recours aux transports individuels motorisés ».

Hors avec ce principe les petites localités et notamment celles du Val-Terbi ne remplissent pas les conditions pour l'appliquer.

- Du point de vue économique là aussi il y a un problème. Le plan directeur indique que les petites zones d'activités doivent se concentrer sur l'artisanat local. Hors, pour se développer et ainsi apporter une qualité de vie attrayante, une commune a besoin de rentrées fiscales importantes que seules des entreprises importantes et à haute valeur ajoutée peuvent apporter. Le plan directeur prévoit l'implantation de ces entreprises prioritairement dans les zones de la Communauté et de la ZARD à Delémont.

Monsieur Bernard Studer répond que l'agglomération demande de développer la zone à bâtir près des transports publics.

- Un autre atout pour l'attrait d'une localité est la proximité des commerces de détail. Là aussi le plan directeur mentionne que les centres commerciaux doivent être implantés uniquement à Delémont. Une grande enseigne a pour projet de s'implanter à la sortie de Courroux direction Vicques mais le projet est bloqué par ce principe. Une telle implantation permettrait de rendre plus attractif le haut du Val-Terbi

tout en limitant le trafic routier à travers Courroux et à l'entrée de Delémont. Bien que ce principe soit repris du plan directeur cantonal, l'agglomération devrait faire pression pour changer ceci plutôt que d'abonder dans ce sens.

- Le document présenté ce soir préconise la réhabilitation des centres anciens et je trouve cela très bien. Cependant il faut se rendre à l'évidence que cela ne va pas apporter beaucoup plus de nouveaux habitants dans les localités excentrées. En effet, les logements dans ce genre d'habitat sont plutôt dévolus aux jeunes ou aux couples sans enfants. Si les familles viennent s'établir dans les petites localités c'est pour profiter du prix du terrain assez bas pour construire leur villa individuelle. Les jeunes ne vont pas venir dans les localités excentrées qui ne proposent pas d'activités assez attrayantes pour ce type d'habitant.

Pour revenir sur le thème de la mobilité, il faut se rendre à l'évidence que les transports en commun, bien que bon marchés si l'on prend en compte un abonnement annuel, ne séduisent pas les habitants du Val-Terbi, au vu du mouvement des 7'000.- véhicules en moyenne journalière, qui se rendent de notre vallée sur Delémont. Les transports en commun sont actuellement trop longs et contraignant pour ceux qui se rendent au travail aux zones d'activités de Delémont. Il faudrait une ligne directe du Val-Terbi jusqu'à la zone d'activité de la Communance.

Je suis certain que le nombre de véhicules qui traversent Courroux et engorge l'entrée EST de Delémont aux heures de pointe pourrait être réduit en ayant une activité commerciale plus conséquente entre Vicques et Courroux. Le tracé prévu de la future H18 entre Delémont et Bâle justifierait tout à fait une telle activité.

En conclusion il est clair que le plan présenté ce soir va favoriser le développement de Delémont et des communes directement voisines et désavantager pour ne pas dire dépeupler les petites localités éloignées de la ville. Pour preuve la clé de répartition de l'augmentation d'habitants dans l'agglomération prévue sur 15 ans, qui prévoit 45% des habitants pour la seule localité de Delémont.

Il est nécessaire de revoir plusieurs points du plan proposé, pour éviter de prêter les petites localités de l'agglomération".

Monsieur **Bernard Studer** informe qu'il serait judicieux de faire ces remarques auprès de l'agglomération. Il invite M. Xavier Dobler à y donner suite.

Monsieur **Pierre-Henri Scherer** demande sur quelle base les divers scénarios ont été calculés ?

Pour le scénario pessimiste, les 15 dernières années ont été prises en considération alors que le scénario optimiste est sur les 5 dernières années.

Monsieur **Jean-Luc Charmillot** demande de tenir compte de l'évolution de la fusion des communes du Val Terbi. Monsieur **Bernard Studer** répond que le dossier est évolutif, une annotation devra être faite dans les remarques du document.

Monsieur **Claude-Alain Chapatte** demande si le projet a tenu compte des fermetures des frontières. Monsieur Bernard Studer répond par la négation.

Monsieur le Maire communique que le Conseil de l'agglomération a voulu le scénario optimiste. Il faut aider le développement du plan d'aménagement local. L'objectif est de dimensionner la zone à bâtir.

Monsieur **Laurent Der Stepanian** demande confirmation sur le fait qu'un propriétaire pourra être destitué d'une parcelle en zone par rapport au droit d'option légal. Monsieur Bernard Studer répond que ce procédé est envisageable mais avant la destitution, il y aura des séances, des pourparlers, etc...

Monsieur **Michel Gury** communique qu'il y a énormément de véhicules traversant la plaine de Courroux. La H18 pourrait faire partie intégrante du projet de l'agglomération. C'est un dilemme.

Monsieur **Carlos Peña Reyes** informe que la marge de manœuvre du Conseil général est infime. La compétence est définie par le syndicat de l'agglomération. Par contre, le plan d'aménagement local est soumis en votation populaire selon Monsieur Bernard Studer.

Monsieur **Romain Lambert** demande si la commune peut bénéficier d'un financement pour la traversée de Vicques et de garder la desserte CarPostal Vicques-Vermes.

Tout est discutable, Monsieur **Bernard Studer** encourage les conseillers généraux à faire leurs remarques pendant la consultation.

Monsieur **Pierre-Henri Scherer** demande si le Conseil de ville de Delémont recevra les mêmes informations que notre Conseil général et si la procédure sera la même. Réponse affirmative de Monsieur Bernard Studer.

6. Ratification des dépassements budgétaires et approbation des comptes de l'exercice 2014 de la Commune mixte de Val Terbi et des Bourgeoisies de Montsevelier, Vermes et Vicques

Entrée en matière : M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

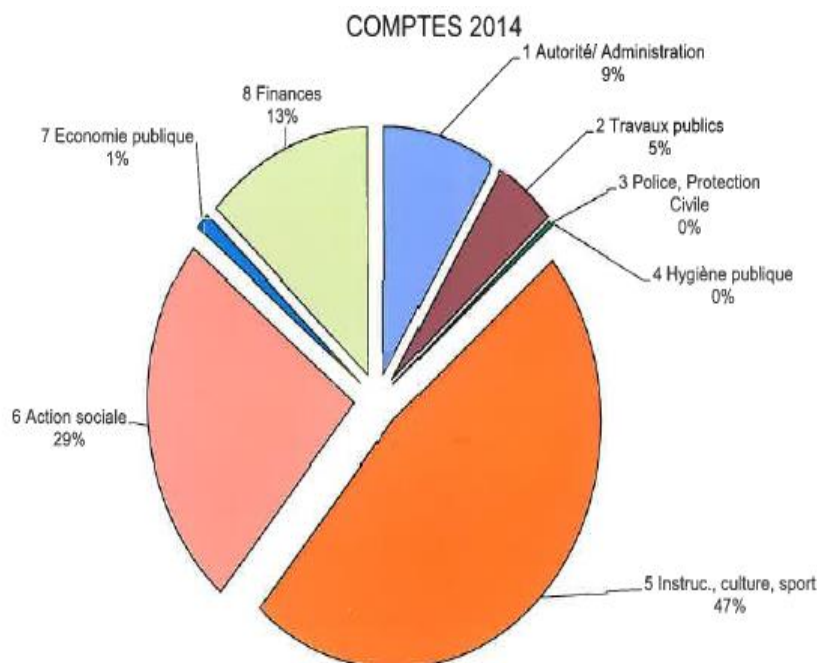
"Monsieur le Président, Madame, Monsieur, l'exercice 2014 est soumis à votre approbation".

Monsieur **Martin Clerc** a été surpris de lire un article ce matin dans le Quotidien Jurassien alors que les conseillers généraux doivent débattre de ce point ce soir.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Débat de fond : M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

Répartition des dépenses communales



	Comptes 2012 *	Comptes 2013
1 Autorité/ Administration	750'765.60	660'318.75
2 Travaux publics	247'699.70	287'221.75
3 Police, Protection Civile	38'113.65	15'785.55
4 Hygiène publique	-	-
5 Instruc., culture, sport	3'146'981.67	3'273'930.95
6 Action sociale	1'401'886.50	1'943'794.48
7 Economie publique	70'779.15	55'526.55
8 Finances	1'278'923.21	420'339.68
9 Imposition	- 6'351'075.10	- 6'403'520.75
Résultat chapitre 1-9	584'074.38	253'396.96
11 Enlèvements des ordures	autofinancement	autofinancement
12 Inhumations	autofinancement	autofinancement
13 Service du feu	autofinancement	autofinancement
14 Canalis. & inst. épur. eaux	autofinancement	autofinancement
15 Service des eaux	autofinancement	autofinancement

* les comptes 2012 sont une compilation des 3 communes

Budget 2014	Comptes 2014	
693'400.00	593'579.82	charges
291'000.00	311'820.50	charges
30'600.00	22'227.00	charges
100.00	-	charges
3'209'400.00	3'154'745.39	charges
1'698'200.00	1'626'868.55	charges
66'600.00	71'090.70	charges
533'800.00	882'251.10	charges
- 6'226'500.00	- 6'690'297.55	produits
296'600.00	- 27'714.49	produits
autofinancement	autofinancement	
autofinancement	autofinancement	
autofinancement	autofinancement	
autofinancement	autofinancement	
autofinancement	autofinancement	

Résultats 2014

Comptes bourgeois

Bourgeoisie Montsevelier	- 5'156.45	- 21'992.30
Bourgeoisie de Vermes	104.55	- 29'376.87
Bourgeoisie de Vicques	- 46'327.63	- 213'840.01
Résultat des bourgeoisies	- 51'379.53	- 265'209.18

- 11'610.00	- 16'472.57	produits
- 9'838.00	- 4'801.60	produits
- 35'570.00	162'763.96	charges
- 57'018.00	141'489.79	charges

Dépréciations comptables extraordinaires

Les comptes 2014 ont été contrôlés de manière détaillée par Revicom. Suite à la révision des comptes 2014, le Conseil communal, en accord avec la commission de gestion, de vérification des comptes et des finances, avait décidé d'augmenter les dépréciations afin de corriger et d'ajuster nos pratiques selon les recommandations de la fiduciaire. Le budget 2014 prévoyait environ 590'000 francs de dépréciations et notre décision portait ces dépréciations à environ 790'000 francs. Malgré ces décisions, la première version des comptes 2014 laissait apparaître un bénéfice de 182'000 francs.

Le Conseil communal a donc décidé de profiter de la bonne année comptable pour anticiper un amortissement extraordinaire complémentaire de 155'000 francs (permettant de solder le poste du bilan "zone d'activités sur Breuya").

Au final, le total des amortissements s'est élevé à 970'000 francs, soit 400'000 francs de plus que prévu au budget.

Les mesures ci-dessus, purement comptables, n'ont pas d'effet sur les liquidités communales. Cependant, elles impactent le compte de fonctionnement en le chargeant de 400'000 francs. Par contre, elles assainissent le bilan en diminuant nos charges de dépréciations futures au compte de fonctionnement.

Allocation de fusion

Pour rappel 1/6^{ème} de l'allocation a été porté au compte de fonctionnement sur cet exercice comptable, soit 222'000 francs. 1/6^{ème} est encore en réserve pour l'année comptable 2015. A partir de 2016, La Commune ne bénéficiera plus de l'allocation de fusion.

Autofinancement

Les bons résultats enregistrés cette année ont permis de porter l'autofinancement à 1,2 mio y compris les 222'000 francs de l'allocation de fusion. Cela permet à la commune d'envisager les investissements futurs avec un peu plus de sérénité. La situation financière difficile de ces dernières années n'ayant pas permis de beaucoup investir, les dépenses prévues sont nombreuses : halle de Montsevelier, accueil de la petite enfance, équipement de la voirie, éclairage public, SEVT, berges, mais aussi les rattrapages en matières d'infrastructures (routes, canalisations).

Dépassements budgétaires : à ratifier

Aucun dépassement n'est à signaler en 2014 pour les comptes municipaux, hormis ceux relatifs aux amortissements complémentaires effectués, soit :

No de compte	Libellé	Comptes	Budget	Dépassement
0820.330.00	Dépréciation patrimoine financier	169'700.-	5'700.-	164'000.-
0820.330.01	Dépréciation extraordinaire patrimoine financier	155'000.-	0.-	155'000.-

Ces deux dépassements budgétaires doivent être validés conformément à l'article 33, alinéas 13 et 15 du règlement d'organisation de la commune de Val Terbi.

Appréciation du résultat

Les raisons principales de ce résultat supérieur aux prévisions sont :

- Des charges cantonales stabilisées;
- Les recettes d'impôts ordinaires en augmentation de 270'000 francs par rapport aux prévisions fournies par le canton;
- Les intérêts des dettes en baisse de 63'000 francs par rapport aux comptes 2013;
- Les "lignes du budget" strictement respectées par les autorités.

Services communaux

- L'enlèvement des ordures boucle sur un déficit de 9'000 francs (contre 43'000 francs en 2013).
- Le service des eaux usées boucle sur un bénéfice de 118'000 francs.
- Le poste "cours d'eau et travaux hydrauliques" a terminé sur un bénéfice de 100'000 francs.

Bourgeoisies

- *Montsevelier* : excédent de revenus de 16'000 francs contre excédent de revenus de 12'000 francs au budget. Pas de dépassement budgétaire.
- *Vermes* : excédent de revenus de 10'000 francs contre excédent de revenus de 5'000 francs au budget. Pas de dépassement budgétaire.
- *Vicques* : excédent de charges de 162'000 francs contre un excédent de charges de 35'000 francs au budget.

Dépassement budgétaire de 109'167 francs. Il s'agit de la dépréciation au bilan des terrains vendus ces dernières années pour la bourgeoisie.

Le résultat négatif de l'année 2014 est la conséquence de l'élément mentionné ci-dessus, mais aussi d'une charge d'impôts sur gains immobiliers de 41'000 francs découlant des ventes de terrains effectués en 2013. Les résultats cumulés de la bourgeoisie de Vicques sur 6 ans (2009 à 2014) laissent apparaître un bénéfice de 498'000 francs (fruits de la vente de terrains).

Conclusion

Les comptes 2014 ont été révisés par Revicom pour la municipalité et par la commission de gestion pour les bourgeoisies. La commission recommande l'acceptation de l'ensemble sous la forme qui vous est soumise ce soir. Le Conseil communal a accepté les comptes tels que présentés et les dépassements de budget dans sa séance du 12 mai 2015.

Monsieur le Président ouvre une discussion générale.

Monsieur **Xavier Dobler** demande la clé de répartition concernant les eaux usées. L'entretien des canalisations est à la charge de la commune alors que l'entretien du collecteur est à la charge du SEDE.

Monsieur **Pierre-Henri Scherer** fait une réflexion sur la capacité d'autofinancement de 1,2 mio. Ce montant est très confortable mais ne permet pas un relâchement. Le moment n'est pas venu de ne plus prêter attention à certaines dépenses et insiste à maintenir les efforts consentis jusqu'à maintenant. Il faut garder en tête la maîtrise de l'endettement, préserver les ressources afin de garder les infrastructures.

Monsieur le Président lit le rapport et observation du Conseil communal.

Les comptes 2014 ont été bouclés par le caissier communal le 11 avril 2015. Ceux-ci se soldent par un excédent de produits de 27'714.49 francs alors que le budget prévoyait une charge excédentaire de 296'600 francs. Dans son rapport, le caissier fournit des explications détaillées sur le résultat des comptes.

La société REVICOM SA a procédé à la vérification des comptes du 13 au 14 avril 2015. Après lecture du rapport de la société REVICOM SA, les membres de la commission recommandent d'approuver les comptes 2014 tels que présentés.

Le Conseil communal, lors de sa séance du 12 mai 2015, a pris connaissance du résultat des comptes et des différents rapports. Il accepte les comptes tels que présentés et les soumettra, pour approbation, au prochain Conseil général de la commune de Val Terbi, convoqué le 25 juin 2015.

Monsieur le Président passe au vote.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte la ratification des dépassements budgétaires de la commune mixte de Val Terbi.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2014 de la commune mixte de Val Terbi présentant un excédent de produits de 27'714.49 francs.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2014 de la bourgeoisie de Montsevelier présentant un excédent de revenus de 16'000 francs.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2014 de la bourgeoisie de Vermes présentant un excédent de revenus de 10'000 francs.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte la ratification du dépassement budgétaire de la Bourgeoisie de Vicques.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2014 de la bourgeoisie de Vicques présentant un excédent de charges de 162'000 francs.

Monsieur le Président remercie toutes les personnes qui ont œuvré directement ou indirectement à la réalisation des comptes.

Les comptes de l'exercice 2014 de la commune mixte de Val Terbi font partie intégrante du présent procès-verbal.

Monsieur le Président donne cinq minutes de pause.

7. Fusion des SIS (service de défense contre l'incendie et de secours) du Val Terbi

Monsieur le Président souhaite la bienvenue à la délégation des corps des sapeurs pompiers des deux SIS.

Entrée en matière : Mme Sylviane Faivre, conseillère communale

"Mesdames, Messieurs, chers collègues, une protection de la population rapide, efficace et identique pour tous contre le feu est indispensable.

Cette affirmation est logique, c'est une attente de tous les citoyens. Actuellement nos deux SIS ne répondent pas complètement à cette demande. En effet certains véhicules manquent, d'autres sont vieux et doivent être changés, les infrastructures sont bonnes mais insuffisantes, ou alors trop éloignées.

Par exemple pour le SIS Val Terbi qui regroupe les villages de Courroux, Vicques et Vermes la distance entre le hangar à Courroux et le centre du village de Vermes ne permet pas de respecter les temps d'intervention prescrits. Le véhicule principal, le tonne-pompe, est à remplacer.

Pour les SIS Haut Val Terbi, Montsevelier, Mervelier, Corban et Courchapoix c'est un hangar qui manque et surtout un véhicule de première intervention.

Les règles changent, évoluent, les formations des pompiers sont plus poussées, plus étoffées, une rationalisation des moyens et des hommes est nécessaire.

Les Conseils communaux, avec l'aide des états-majors des SIS, vous proposent donc un projet, mûrement réfléchi, qui permettra de gommer au mieux ces points négatifs.

Nous proposons de regrouper les deux SIS dans le but d'optimiser les ressources en personnel ainsi que la formation des pompiers. Nous proposons également de construire un hangar adapté à Courchapoix, en complément de celui existant à Courroux, afin de respecter les temps d'intervention sur tout le Val Terbi de Courroux à Vermes et Mervelier. Nous souhaitons également nous doter des véhicules nécessaires pour des interventions efficaces.

La première pierre de cet édifice c'est l'acceptation de la fusion par ratification du règlement, ce que nous faisons ce soir, sous réserve de l'acceptation de toutes les communes.

La deuxième est le crédit que nous vous proposons pour l'achat des véhicules nécessaires. Nous devons profiter cette année encore de l'augmentation des subventions de l'ECA de 50 à 70% pour l'acquisition de ces derniers. La troisième pierre sera la construction du hangar par et à Courchapoix et la mise à disposition du SIS contre une location.

Ce projet est soutenu par l'ensemble des Conseils communaux, par les deux états-majors des SIS actuels et par l'ECA. Nous vous recommandons donc d'accepter ce projet".

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Débat de fond : Mme Sylviane Faivre, conseillère communale

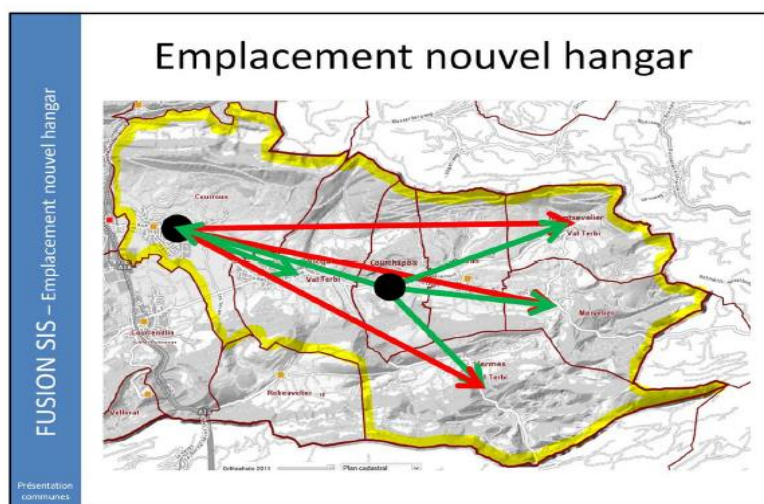
Pourquoi fusionner :

1. Répondre à la directive "Sapeurs-pompiers 2015"
2. Allier la performance à l'efficacité
3. Optimiser les infrastructures et véhicules
4. Assurer le renouvellement de l'effectif
5. Répondre aux consignes véhicules
6. Vision de l'avenir, soutenu par l'ECA Jura

Nouveau règlement :

1. Obligatoire pour la fusion des 2 SIS
2. Semblable aux règlements existants
3. Commandant et état-major nommé par les autorités politiques
4. Validé par le service des communes
5. Responsabilités clairement définies

Emplacement du nouvel hangar :



En jaune : zone de couverture du SIS fusionné (79.18 km²)

Temps pris en compte : de centre village à centre village, moyenne 60km/heure

1. Courroux, dépassement des temps pour atteindre Montsevelier, Mervelier et Vermes
2. **Courchapoix : meilleur temps moyen**

Projet nouvel hangar

1. Construction prise en charge par la commune de Courchapoix
Courchapoix assure la construction du hangar, et refacturera les frais de location
2. Intérêts, amortissement et charges à intégrer dans les charges du SIS
Intérêts 2%, amortissement 2%, charges 1%
3. Coûts estimés : 1'200'000 francs (subvention env. 200'000 francs)
Construction 1'100'000 francs, terrain 100'000 francs, subventions 200'000 francs

Location des locaux (estimations)

Location des locaux (estimations)		
Local	Surface	Montant location annuel
Montsevelier, abri	160 m ²	3'200
Mervelier, abri	100 m ²	2'000
Corban, abri	54 m ²	1'100
Vermes	50 m ²	1'000
Courroux, hangar	500 m ²	30'300
Courchapoix, hangar	430 m ²	50'000
Total		87'600

Budget

Budget			
Charges		Revenus	
Charges de fonctionnement	45'000	Taxes	278'000
Frais bureautique	2'000	Subvention ECA	25'000
Assurances	16'000	Prestation SIS	4'000
Soldes	85'000	Participation communales	80'000
Matériel	70'000	TOTAL	387'000
Entretiens	26'000		
Formation	30'000		
Participation CR	25'000		
Location hangars et locaux	87'600		
TOTAL	386'600	Bénéfice	400

Budget prévisionnel, sera validé ultérieurement par la future autorité de surveillance.

Charges : charges de fonctionnement, frais administratifs communes, amortissement économique, ...

Revenus :

→ Taxes Val Terbi 230'000 francs, taxes Haut Val Terbi 48'000 francs

→ Subventions ECA, participation achat du nouveau matériel

→ Prestations SIS, interventions qui peuvent être refacturées


Actuellement, les frais de location, d'amortissement et de charges des hangars et locaux sont pris en charge directement par les communes.

Participations communales (au prorata des valeurs immobilières)

- Corban : 7%
- Courchapoix : 6%
- Mervelier : 8%
- Val Terbi : 38%
- Courroux : 41%

Les ratios des valeurs immobilières seront remis à jour chaque année.

Nouveaux véhicules

FUSION SIS – Nouveaux véhicules	Nouveaux véhicules			
		Véhicule transport CHF 100'000	Subvention ECA Jura	70%
		Véhicule première intervention CHF 175'000		
		Tonne-pompe CHF 320'000		
		Jeep (Achat 2016-2017) CHF 110'000		
Investissements 2016				
	Valeur véhicules		595'000	
	Subvention ECA Jura		-416'500	
	Solde à payer		178'500	

L'ECA JURA accepte de prolonger la durée de la subvention exceptionnelle de 70% accordée pour l'achat de nouveaux véhicules jusqu'à fin 2015, en raison du projet de fusion. Les véhicules seront facturés fin 2016.

Emplacement des véhicules :

- Courchapoix : véhicule de transport et tonne-pompe
- Courroux : véhicule de première intervention
- Vermes : jeep

Investissements 2016 – Véhicules

FUSION SIS – Achats véhicules

Investissement 2016 - Véhicules

3 véhicules

Fr. 595'000.-

./ Subv. – ECA prolongation 70%

Fr. 416'500.-

Fr. 178'500.-

SIS	Commune	Coûts par commune	Fonds de réserve	Prélèvement fonds de réserve	Solde par commune	Solde fond de réserve
SIS Haut Val Terbi	Corban	12'513	33'000	8'093	4'420	142'521
	Courchapoix	10'789		6'978	3'811	
	Mervelier	14'735		9'530	5'205	
	Montsevelier	12'984		8'398	4'586	
SIS Val Terbi	Vermes	12'688	270'000	12'688	0	
	Vicques	42'455		42'455	0	
	Courroux	72'336		72'336	0	

Présentation communes

Et si on ne fusionne pas ?

FUSION SIS – Et si on ne fusionne pas?	Et si on ne fusionne pas?	
	SIS Val Terbi	
	• Achat Tonne pompe	320'000
	• Achat Jeep	110'000
	• Remplacement véhicule de première intervention	175'000
	• Respect directive 15 minutes, hangar pour tonne pompe	?
	• Location local à Vicques reste nécessaire	28'000
	• Location local à Courroux	30'300
	SIS Haut Val Terbi	
	• Achat véhicule de première intervention	175'000
	• Achat véhicule de transport	100'000
	• Hangar nécessaire	?
	• Achat protection respiratoire	25'000
	Général	
	• Moyens d'intervention redondants	
	• Hangars redondants	

- a. Présentation, discussion et adoption du règlement intercommunal concernant le Service régional de défense contre l'incendie et de secours du Val Terbi (SIS)

Monsieur le Président explique la procédure. Le règlement sera passé chapitre par chapitre avec discussion si nécessaire et une votation interviendra à la fin.

Le présent règlement ne fait l'objet d'aucun commentaire

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte le contenu du chapitre 1 comprenant les articles 1 à 17.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte le contenu du chapitre 2 comprenant les articles 18 à 29

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte le contenu du chapitre 3 comprenant les articles 30 et 31

Au vu de ce qui précède, à l'unanimité, le Conseil général accepte le règlement intercommunal concernant le Service régional de défense contre l'incendie et de secours du val Terbi (SIS)

- b. Discussion et approbation du crédit de Fr. 595'000.- sous déduction des subventions, destinées à l'acquisition de véhicules pour le SIS Val Terbi; sous réserve de l'approbation du crédit et du règlement par l'ensemble des communes; donner compétence au SIS pour se procurer les fonds nécessaires

Monsieur **Martin Clerc** demande ce qu'il en est si le crédit est refusé ?

Un membre du SIS donne les explications suivantes : Pour que la fusion soit approuvée, toutes les communes doivent donner leur accord. Par contre, pour que le crédit soit approuvé, une majorité des communes doit l'approuver.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte le crédit de 595'000 francs sous déduction des subventions, destinées à l'acquisition de véhicules pour le SIS Val Terbi; sous réserve de l'approbation du crédit et du règlement par l'ensemble des communes; donner compétence au SIS pour se procurer les fonds nécessaires.

Monsieur Michel Brahier, maire remercie toutes les personnes qui ont œuvré pour ce projet ambitieux, à l'état-major pour son très grand travail et à notre conseillère communale, porteuse du dossier. Applaudissements de la salle.

8. Nomination d'un membre à la Commission d'école du Haut Val Terbi

La parole est donnée à Madame **Françoise Chételat-Jan**, conseillère communale

Le Conseil communal a pris acte d'une démission au sein de la Commission de l'Ecole primaire du Haut Val Terbi au 31 juillet 2015.

Il s'agit de Monsieur **Jean-Paul Chételat** représentant la localité de Montsevelier.

La candidature de Madame **Christelle Guélat Koller de Montsevelier** est proposée. Cette dernière, épouse de Daniel, est maman de trois enfants en âge de scolarité. Elle occupe la fonction de présidente de l'Asloca.

Le Conseil a pris acte de cette proposition dans sa séance du 26 mai dernier et vous recommande d'y donner une suite favorable.

A l'unanimité, Madame Christelle Guélat Koller est élue à la commission de l'école primaire du Haut Val Terbi

Constatant que l'ordre du jour a été passé en revue, **Monsieur le Président** remercie les membres du Conseil général et du Conseil communal de leur participation et leur engagement et lève la séance à 22h10.

La prochaine séance du Conseil général se tiendra le **mardi 22 septembre 2015, au Centre communal de Vicques.**

Vicques, le 25 juin 2015

AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL

Carlos Peña Reyes
Président

Sophie Lachat
Secrétaire